

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op de datum van de hervatting van het academiejaar 1997-1998.  
Brussel, 2 juni 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCION

F. 97 — 2577

[S - C - 97/29395]

**27 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
portant organisation de certains organes du Conseil supérieur de l'Audiovisuel**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore, notamment les articles 3, 11 et 27;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux, notamment l'article 2, alinéa 2, 3°;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut pécuniaire des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 octobre 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 septembre 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 8 octobre 1997;

Vu le protocole n° 186 du Comité de négociation du Secteur XVII, conclu le 23 octobre 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifiée par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret du 24 juillet 1997 relatif au Conseil supérieur de l'Audiovisuel et aux services privés de radiodiffusion sonore est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1997 et qu'il convient de lui donner tous les moyens nécessaires à son fonctionnement, notamment en mettant en place le secrétariat des organes du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, lequel secrétariat est spécifiquement chargé d'organiser les travaux du Conseil;

Considérant que le Conseil supérieur de l'Audiovisuel doit être en mesure d'accomplir les missions qui lui sont attribuées par le décret du 24 juillet 1997 précité;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant l'audiovisuel dans ses attributions et du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 27 octobre 1997,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le président, désigné par le Gouvernement en application de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, du décret, exerce ses fonctions à temps plein.

Il bénéficie d'une allocation tenant lieu de traitement correspondant à l'échelle 160/1 telle que fixée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996.

**Art. 2.** Le président ne peut exercer aucune autre activité professionnelle qui serait de nature à nuire à l'accomplissement de sa mission, à l'exception de tâches d'enseignement et de recherche.

L'assemblée plénière du Conseil peut accorder des dérogations à cette incompatibilité, à condition que ces activités professionnelles ne nuisent pas à la continuité de sa mission.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Les vice-présidents du Conseil bénéficient d'une indemnité de présence de 3 000 francs par séance du bureau, d'un collège ou d'un groupe de travail. Ce montant est indexé conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses dans le secteur public, modifiée par l'arrêté royal n° 178 du 30 décembre 1982. Il est rattaché à l'indice-pivot 138,01.

Ils bénéficient, en outre, d'une indemnité horaire pour les travaux qui leur sont confiés par le président du Conseil, fixée à 1 500 francs. Ce montant est indexé conformément à l'alinéa précédent.

§ 2. Les indemnités visées au présent article sont liquidées mensuellement sur la base d'une déclaration de créance, visée par le secrétaire du Conseil.

Le nombre d'heures donnant lieu à indemnité horaire est plafonné à 90 heures par trimestre calculées sur une moyenne annuelle.

Lorsque le nombre d'heures n'atteint pas le plafond fixé à l'alinéa précédent, l'ordonnateur des dépenses récupère le trop-perçu au moment de la liquidation du premier mois qui suit l'échéance.

**Art. 4.** Dans le cadre des missions et sans préjudice des incompatibilités, droits et devoirs définis par le décret, le président, les vice-présidents, les secrétaire et secrétaire adjoint et les membres du secrétariat du Conseil agissent en toute indépendance fonctionnelle vis-à-vis de l'administration.

**Art. 5.** Outre le secrétaire, le secrétariat du Conseil est composé d'au plus :

— cinq membres du personnel du niveau 1, dont un assure la fonction de secrétaire adjoint;

— huit membres du personnel des niveaux 2+, 2, 3 ou 4, dont au moins un ayant une expérience suffisante de la comptabilité publique.

Au moins le secrétaire, le secrétaire adjoint ou un membre du personnel du niveau 1 est titulaire d'une licence ou d'un doctorat en droit.

**Art. 6.** Les tâches spécifiques visées à l'article 2, alinéa 2, 3° de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux sont, pour le Conseil supérieur de l'Audiovisuel, les fonctions de secrétaire et de secrétaire adjoint et des membres du personnel du Conseil supérieur de l'Audiovisuel.

Le traitement accordé au secrétaire et au membre du personnel chargé de la fonction de secrétaire adjoint du conseil précité est attaché aux échelles de traitement correspondant respectivement aux grades de directeur général et de directeur général adjoint.

Le traitement accordé aux membres du personnel du Conseil du niveau 1 précité est attaché à l'échelle de traitement correspondant au grade de directeur (catégorie du personnel administratif).

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les membres des Collèges du Conseil bénéficient d'une indemnité de présence de 1 000 francs par séance de l'assemblée plénière, d'un Collège ou d'un groupe de travail.

Ils bénéficient des indemnités pour frais de parcours, selon les modalités applicables aux agents de rang 12 du Ministère de la Communauté française.

§ 2. Les membres du Collège d'autorisation et de contrôle visé à la section 2 du décret, bénéficient en outre de l'indemnité horaire visée à l'article 3 du présent arrêté, selon les mêmes modalités.

§ 3. Les indemnités visées au présent article sont liquidées mensuellement sur la base d'une déclaration de créance, visée par le secrétaire du Conseil.

Le nombre d'heures donnant lieu à indemnité horaire est plafonné à 45 heures par trimestre calculées sur une moyenne annuelle.

Lorsque le nombre d'heures n'atteint pas le plafond fixé à l'alinéa précédent, l'ordonnateur des dépenses récupère le trop-perçu au moment de la liquidation du premier mois qui suit l'échéance.

§ 4. Les indemnités de présence visées au paragraphe premier du présent article ne sont pas cumulables avec les indemnités visées à l'article 3.

**Art. 8.** Le Gouvernement donne délégation au secrétaire, ou en son absence, au secrétaire général du Ministère de la Communauté française, pour ordonnancer les dépenses du Conseil.

**Art. 9.** Le Gouvernement met à la disposition du Conseil les locaux nécessaires à son fonctionnement.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

**Art. 11.** La Ministre-Présidente ayant l'audiovisuel dans ses attributions et le Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 octobre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Audiovisuel,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 97 — 2577

[S - C - 97/29395]

**27 OKTOBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende organisatie van sommige organen van de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap)**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 betreffende de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap van België) en de private diensten voor klankradio-omroep, inzonderheid op de artikelen 3, 11 en 27;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, inzonderheid op artikel 2, lid 2, 3°;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 oktober 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 15 september 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 8 oktober 1997;

Gelet op het protocol nr. 186 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII, gesloten op 23 oktober 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het decreet van 24 juli 1997 betreffende de "Conseil supérieur de l'Audiovisuel" (Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap van België) en de private diensten voor klankradio-omroep op 1 september 1997 in werking is getreden, en dat deze Raad alle middelen dient te krijgen die noodzakelijk zijn voor zijn werking, inzonderheid door het secretariaat van de organen van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap van België te installeren, dat specifiek belast wordt met het organiseren van de werkzaamheden van de Raad;

Overwegende dat de Hoge Raad voor de audiovisuele sector van de Franse Gemeenschap in staat moet worden gesteld de opdrachten uit te voeren die hem bij het voormelde decreet van 24 juli 1997 worden toevertrouwd;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, en van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 27 oktober 1997,

Besluit :

**Artikel 1.** De voorzitter, die met toepassing van artikel 3, § 1, van het decreet, door de Regering wordt aangesteld, oefent zijn ambt voltijds uit.

Hij geniet een vergoeding die als wedde geldt, overeenstemmend met schaal 160/1, zoals bepaald bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996.

**Art. 2.** De voorzitter mag geen andere beroepsactiviteit uitoefenen die nadelig zou kunnen zijn op de vervulling van zijn opdracht, met uitzondering van de taken inzake onderwijs en onderzoek.

De voltallige vergadering van de Raad kan afwijkingen toestaan ten opzichte van die onverenigbaarheid, op voorwaarde dat die beroepsactiviteiten niet nadelig zouden zijn op de continuïteit van zijn opdracht.

**Art. 3.** § 1. De ondervoorzitters van de Raad genieten een presentiegeld van 3 000 frank voor elke vergadering van het bureau, van een college of van een werkgroep. Dit bedrag wordt geïndexeerd overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 178 van 30 december 1982. Het wordt gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01.

Zij genieten bovendien een op 1 500 frank vastgestelde uurvergoeding voor de werkzaamheden die hun door de voorzitter van de Raad worden opgedragen. Dit bedrag wordt overeenkomstig vorig lid geïndexeerd.

§ 2. De bij dit artikel bedoelde vergoedingen worden maandelijks uitgekeerd op grond van een aangifte van schuldvordering, door de secretaris van de Raad geïndexeerd.

Het aantal uren waarvoor een uurvergoeding kan worden toegekend, wordt op een maximum van 90 per trimester, berekend op een jaarlijks gemiddelde, vastgesteld.

Wanneer het aantal uren niet het in vorig lid vastgestelde maximum bereikt, dan vordert de ordonnateur van uitgaven het teveel ontvangen bedrag terug naar aanleiding van de vereffening van de eerste maand die op de vervalddag volgt.

**Art. 4.** In het kader van de opdrachten, en onverminderd de onverenigbaarheden, rechten en verplichtingen bepaald bij het decreet, handelen de voorzitter, de ondervoorzitters, de secretaris en adjunct-secretaris en de leden van het secretariaat van de Raad in volle functionele onafhankelijkheid ten opzichte van de administratie.

**Art. 5.** Naast de secretaris, is het secretariaat van de Raad samengesteld uit ten hoogste :

— vijf personeelsleden van niveau 1, onder wie één het ambt van adjunct-secretaris uitoefent;

— acht personeelsleden van de niveaus 2+, 2, 3 of 4, onder wie ten minste één een voldoende ervaring heeft op het gebied van overheidscomptabiliteit.

Ten minste de secretaris, de adjunct-secretaris of een personeelslid van niveau 1 is houder van een diploma van licentiaat of doctor in de rechten.

**Art. 6.** De specifieke opdrachten bedoeld in artikel 2, lid 2, 3° van het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes, zijn, voor de Hoge Raad voor de audiovisuele sector, de ambten van secretaris en adjunct-secretaris en van de personeelsleden van de Hoge Raad voor de audiovisuele sector.

De wedde toegekend aan de secretaris en het personeelslid belast met het ambt van adjunct-secretaris van voornoemde Raad wordt verbonden aan de weddeschalen die overeenstemmen met respectievelijk de graden van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal.

De wedde toegekend aan de personeelsleden van niveau 1 van voornoemde Raad wordt verbonden aan de weddeschaal die overeenstemt met de graad van directeur (categorie administratief personeel).

**Art. 7.** § 1. De leden van de Colleges van de Raad genieten een presentiegeld van 1 000 frank voor elke vergadering van de voltallige vergadering, een College of een werkgroep.

Zij genieten de vergoedingen voor reiskosten, volgens de nadere regels die toepasselijk zijn op de ambtenaren van rang 12 van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 2. De leden van het College voor vergunning en controle bedoeld in afdeling 2 van het decreet, genieten bovendien de uurvergoeding bedoeld in artikel 3 van dit besluit, volgens dezelfde nadere regels.

§ 3. De in dit artikel bedoelde vergoedingen worden maandelijks uitgekeerd op grond van een aangifte van schuldvordering, geïndexeerd door de secretaris van de Raad.

Het aantal uren waarvoor een uurvergoeding wordt toegekend, wordt op maximaal 45 uren per trimester vastgesteld, berekend op een jaarlijks gemiddelde.

Wanneer het aantal uren niet het in vorig lid bedoelde maximum bereikt, vordert de ordonnateur van uitgaven het teveel ontvangen bedrag terug naar aanleiding van de vereffening van de eerste maand die volgt op de vervalddag.

§ 4. Het presentiegeld bedoeld in paragraaf een van dit artikel kan niet worden gecumuleerd met de in artikel 3 bedoelde vergoedingen.

**Art. 8.** De Regering geeft opdracht aan de secretaris, of, bij diens afwezigheid, aan de secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, om de uitgaven van de Raad te ordonnanceren.

**Art. 9.** De Regering stelt de lokalen die noodzakelijk zijn voor de werking van de Raad ter beschikking van deze.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

**Art. 11.** De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de audiovisuele sector behoort, en de Minister van Ambtenarenzaken zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 oktober 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met de audiovisuele sector,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Ambtenarenzaken,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE